



Assemblée générale

Distr. générale
24 juin 2010
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quatrième session
Point 106 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme
international

Lettre datée du 23 juin 2010, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre datée du 14 juin 2010 qui vous est adressée par S. E. Makhdoom Shah Mahmood Qureshi, Ministre des affaires étrangères du Pakistan (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 106 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Abdullah Hussain **Haroon**



**Annexe à la lettre datée du 22 juin 2010 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des commentaires/observations du Gouvernement pakistanais sur le rapport de la Commission d'enquête concernant Mohtarma Benazir Bhutto (S/2010/191) (voir pièce jointe).

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe comme document de l'Assemblée générale.

Le Ministre des affaires étrangères
(*Signé*) Makhdoom Shah Mahmood **Qureshi**

Pièce jointe

Rapport de la Commission d'enquête sur l'assassinat de l'ex-Premier Ministre du Pakistan, Mohtarma Benazir Bhutto

1. Le Gouvernement et le peuple pakistanais se félicitent du travail accompli par la Commission, qui permettra certainement aux autorités pakistanaises de disposer d'une base de départ pour lancer une enquête pénale sérieuse et crédible visant ceux qui ont planifié et exécuté cet assassinat et les présenter à la justice.
2. Toutefois, le Gouvernement pakistanais tient aussi à appeler à cette occasion l'attention du Secrétaire général sur un certain nombre de préoccupations qu'il est nécessaire d'exprimer à propos de ce rapport et qui sont expliquées dans les trois parties qui suivent.

Partie I

3. L'alinéa 2 c) du mandat de la Commission (voir S/2010/191, pièce jointe, annexe) accorde à celle-ci la liberté d'accès à toutes sources d'information, y compris les documents permettant d'établir des faits et des preuves matérielles, la faculté d'interroger des représentants du Gouvernement et d'autres institutions et, en principe, toute personne dont le témoignage est jugé nécessaire, tandis que le paragraphe 3 du mandat habilite la commission à demander à des États tiers de l'aider à recueillir tous documents et éléments d'information pertinents en l'espèce. Le rapport aurait dû contenir des renseignements sur ces sources, documents et éléments d'information pour être véritablement compris dans tous ses aspects. La Commission aurait dû non seulement accorder plus de temps au Gouvernement pakistanais pour organiser la coopération avec les États tiers, comme l'avait demandé le Gouvernement pakistanais, et la Commission aurait dû non seulement faire elle-même des offres à cet égard mais également repousser la date d'établissement de la version définitive de son rapport car ces éléments de preuve auraient peut-être influé de manière non négligeable sur les conclusions finales de la Commission.
4. L'absence de sources auxquelles l'information peut être attribuée est elle-même source de flou et d'ambiguïté dans certaines parties du rapport, ce qui nuit à sa crédibilité en tant que rapport d'établissement des faits. De même, la Commission n'a pas indiqué selon quels critères de procédure elle a apprécié les documents, et autres éléments d'information avant de les incorporer au rapport. Ces critères auraient dû être indiqués pour conférer plus de poids aux conclusions du rapport. Nous sommes conscients qu'une certaine discrétion s'impose lorsqu'on traite de questions sensibles mais la valeur d'ensemble du rapport, pour ce qui est de sa crédibilité, est obérée par l'excès de confidentialité sur différentes sources d'information, y compris des éléments de preuve tant écrits qu'oraux,
5. Le Gouvernement pakistanais est en train de prendre les mesures voulues pour procéder à une enquête crédible sur l'assassinat de Mohtarma Benazir Bhutto. Toutefois, étant donné la teneur du rapport, les carences suivantes sont relevées et font l'objet d'observations quant à la crédibilité du rapport en tant que rapport d'établissement des faits qui, sans ces carences, aurait pu servir à la poursuite de l'enquête pénale :

a) La Commission n'a ni cité nommément les personnes qu'elle a interrogées ni indiqué ces noms dans le rapport afin que les enquêteurs pakistanais puissent utiliser ces sources;

b) Le rapport ne mentionne pas la documentation, ni les possibilités d'accès aux documents établis à partir de déclarations orales ou enregistrées (audio) et aux éléments de preuve indirecte examinés par la Commission;

c) Le rapport ne donne aucun renseignement sur les personnes dont la Commission comptait examiner le cas ou qu'elle voulait interroger mais n'a pas pu le faire, ni sur les raisons de cet empêchement;

d) Le rapport ne donne pas de détails de procédure sur la manière et la méthode employées par les membres de la Commission pour interroger des témoins ou autres personnes, à savoir si cela s'est fait individuellement ou collectivement;

e) Il n'y a aucune indication ni mention ni liste des personnes qui ont été interrogées en dehors du Pakistan;

f) Le rapport ne fournit aucune information sur l'identification et la propriété de différents registres ou documents examinés par les membres de la Commission, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Pakistan;

g) Le rapport n'indique pas non plus si les documents, références de documents ou documents établis à partir d'interrogatoires ou d'éléments de preuve sont toujours détenus par la Commission ou s'ils ont été remis au bureau des Nations Unies pour enregistrement et préservation en vue de leur utilisation dans une enquête pénale si les autorités pakistanaises le jugent nécessaire par la suite.

Partie II

6. Le Gouvernement pakistanais est également reconnaissant à la Commission d'avoir établi une chronologie des faits documentée et très systématique, s'agissant en particulier du jour de l'assassinat et des événements connexes.

7. Outre les considérations qui précèdent, le Gouvernement pakistanais est quelque peu préoccupé par certaines parties du rapport de la Commission et les observations y relatives concernant des sujets et questions qui, à notre avis, n'entrent pas strictement dans le cadre du mandat. Le Gouvernement pakistanais est parfaitement convaincu qu'il n'entrerait pas dans les intentions des membres de la Commission d'influer sur la politique étrangère où les intérêts stratégiques à long terme du Pakistan par ces observations ou commentaires. Le Gouvernement pakistanais part du principe que si les membres de la Commission s'étaient abstenus de faire lesdites observations, cela n'aurait en rien diminué de l'utilité dudit rapport pour notre enquête.

8. À cet égard, le Gouvernement pakistanais est heureux de faire les observations suivantes à l'intention du Cabinet du Secrétaire général :

a) Le rapport précise que c'est aux autorités pakistanaises qu'il continue d'incomber de mener à bien une enquête pénale crédible et de faire en sorte que les auteurs des faits soient traduits en justice, et le Gouvernement pakistanais souscrit à ce constat;

b) Toutefois, l'objectif ci-dessus est difficile à atteindre compte tenu du manque de clarté de certaines déclarations faites par la Commission dans son rapport. Des questions de fond sont certes soulevées à propos des mesures de

sécurité prises pour assurer la protection de Mohtarma Benazir Bhutto et de la conduite de l'enquête pénale ouverte après l'assassinat de celle-ci, mais aucune référence ni pièce justificative touchant ces questions n'est fournie. Dans le même ordre d'idée, le rôle de diverses personnes est examiné sans aucune preuve ni document pouvant servir à la nouvelle enquête pénale souhaitée par les auteurs du rapport. Des pièces justificatives et pertinentes auraient aidé à déterminer les responsabilités des personnes mentionnées dans le rapport au cours des différentes phases du processus visant à assurer la sécurité de Mohtarma Benazir Bhutto ou autres dispositions qui auraient pu lui sauver la vie, et elles sont à présent nécessaires pour déterminer quels ont été leur rôle exact et leurs actions ou omissions dans l'exercice de leurs fonctions;

c) Toutefois, l'on a pu noter avec une certaine préoccupation qu'au lieu de s'en tenir strictement dans ses conclusions à l'établissement des « faits et circonstances » de l'assassinat de Mohtarma Benazir Bhutto, conformément au mandat donné par le Secrétaire général dans sa lettre du 2 février 2009 (voir S/2010/191, pièce jointe), les membres de la Commission d'enquête en sont venus à mettre plus particulièrement l'accent sur l'armée pakistanaise (appelée « l'Establishment » ou « le haut commandement militaire » dans divers passages du rapport). Plusieurs commentaires et observations concernant « l'Establishment » sont formulés sans aucune indication qu'ils ont été convenablement vérifiés, pas plus qu'il n'est fait mention d'éléments corroborant l'opinion ainsi exprimée par les membres de la Commission;

d) À titre d'exemple, la section III du rapport a pour titre « Menaces, responsabilités et suspects » et les membres de la Commission y « évaluent les hypothèses » de culpabilité de certaines entités. Dans une sous-section intitulée « Menaces émanant du pouvoir en place », le rapport ne fait que reproduire la conviction d'une source non identifiée selon laquelle « l'Establishment [...] a été impliqué dans son assassinat ou porte une part de responsabilité ». Aucune preuve n'est fournie dans le rapport à l'appui de cette opinion. Aucun élément matériel n'est mentionné. Aucun document n'est cité. Il n'y a pas davantage de déclaration sous serment. Une telle observation qui n'est étayée par rien a des répercussions préjudiciables sur d'autres questions qui sont sans rapport aucun avec le mandat de la Commission;

e) Il y a lieu de noter également que sur bien des aspects, le rapport de la Commission dépasse le cadre du mandat de celle-ci. Ainsi, au paragraphe 216, un jugement superficiel revenant à accuser le prétendu « Establishment » repose sur des éléments de preuve qui ne sont ni précis ni corroborés quant au fond;

f) Le Gouvernement pakistanais est d'avis qu'en acceptant des demandes d'anonymat des sources sans raison valable, les membres de la Commission n'ont pas exercé leur pouvoir d'appréciation conformément à la finalité du rapport qu'ils devaient établir et qui était censé divulguer dans le détail les sources et les éléments de preuve sur lesquels ils se fondent. Il est une pratique communément admise dans toutes les commissions d'établissement des faits ou d'enquête que les sources et les éléments de preuve nécessaires sont consignés de manière détaillée pour étayer les conclusions, ce qui n'a pas été le cas ici;

g) Certaines observations et considérations figurant dans le rapport ont des effets propres à influencer sur des questions d'ordre régional, ce qui peut avoir des répercussions sur les positions qui sont celles du Pakistan dans certaines relations bilatérales sensibles.

9. La Commission a fait totalement abstraction des dispositions du paragraphe 3 du mandat qui lui a été confié, en vertu desquelles elle devait demander à des États tiers de l'aider à recueillir tous documents et éléments d'information pertinents en l'espèce et de lui fournir des experts. La Commission s'est fiée à un certain nombre d'organisations opérant au niveau international ou à certaines sources internationales relevant d'États tiers et a essayé d'établir des recoupements entre les informations émanant de ces sources, à savoir, notamment, la British Broadcasting Corporation, des groupes relevant d'Al-Qaïda, des Taliban afghans relevant d'un pays voisin, l'Afghanistan, les autorités des Émirats arabes unis et la Central Intelligence Agency des États-Unis, comme indiqué dans les paragraphes 201 à 203, 205 à 207, 209, 211 et 219 du rapport. Toutes ces sources sont apparemment pertinentes et la Commission s'est fiée aux informations qu'elles diffusent, mais la Commission n'a pas exercé le pouvoir qui lui était conféré par le paragraphe 3 de son mandat. Il fallait interroger certaines autorités compétentes de ces États tiers, et ce d'autant plus que le Gouvernement pakistanais avait adressé des lettres à des personnes résidant dans diverses parties du monde et qu'il en avait informé la Commission. Celle-ci aurait dû insister davantage pour que les États tiers accordent l'accès à leurs archives ou à leurs services compétents afin d'obtenir des preuves directes et ne pas avoir à se fier à des articles de journaux ou autres rapports dont la valeur probante est douteuse.

10. Il est possible que l'interrogatoire minutieux de sources internationales aurait pu avoir son utilité en révélant d'éventuelles accointances internationales dans l'assassinat de Mohtarma Benazir Bhutto. Des individus se trouvant à l'extérieur du Pakistan, qui présentaient un certain intérêt au regard de cet incident et sont tout aussi importants pour obtenir des informations sur ceux qui ont effectivement perpétré et exécuté ce plan, auraient dû être contactés et interrogés par la Commission elle-même, dans un souci de justice sur le fond. À cet égard, il y a lieu d'indiquer que le Gouvernement afghan a fait savoir au Gouvernement pakistanais que S. E. M. Hamid Karzai, Président de l'Afghanistan, était disposé à rencontrer les membres de la Commission à Kaboul n'importe quel jour avant le 25 avril 2010, et ceci a été porté à l'attention de la Commission. Or, celle-ci n'a ni rencontré M. Karzai ni indiqué dans son rapport pour quelles raisons elle ne l'a pas fait.

11. Au sein du peuple pakistanais, observateurs et analystes s'accordent à penser qu'au-delà des exécutants au niveau local ou national, un complot visant à assassiner un dirigeant de stature et de renommée internationales ne peut réussir sans l'intervention de sources internationales dans sa planification, son exécution et son financement, vu les moyens de communication et de transfert de fonds dont elles disposent. Dans ces conditions, la Commission était habilitée à s'adresser à des États tiers. La Commission elle-même a évoqué cet aspect mais n'a donné par la suite aucune information complémentaire à ce sujet. Il s'agit là d'une carence du rapport d'établissement des faits de la Commission qui est particulièrement nette en ce qui concerne l'apport de moyens financiers, la méthode et le style de communication et la logistique nécessaire pour mener à bien cet assassinat.

12. Le Gouvernement pakistanais exprime également sa préoccupation devant le fait que des observations et commentaires non étayés par des preuves, concernant l'armée pakistanaise en particulier, ont pour conséquence de nuire à la crédibilité et à l'honneur des Forces armées pakistanaises et sont de ce fait préjudiciables au moral de ses officiers et soldats à un moment où, au péril de leur vie, ils luttent contre ceux qui non seulement font la guerre au Pakistan mais menacent aussi la

paix mondiale. Le rôle décisif de l'armée pakistanaise dans la lutte contre la menace mondiale relative au terrorisme est apprécié par tous les États et leurs dirigeants.

13. Le Gouvernement pakistanais exprime aussi des réserves sur certaines observations figurant dans le rapport qui sous-entendent qu'il existerait des liens entre les Taliban et l'armée pakistanaise. Il ressort clairement du mandat de la Commission qu'une telle analyse n'entre pas dans le cadre de la mission qui lui a été confiée. Le Gouvernement pakistanais estime que de telles formulations sapent, sur les plans de la méthode, de la manière et de l'engagement, les actions entreprises par l'armée pakistanaise contre les terroristes se trouvant sur son sol, actions qui sont accueillies avec satisfaction à l'intérieur du pays et sont également largement appréciées et soutenues par la communauté internationale.

14. De même, le rôle présumé de l'Inter-Services Intelligence (ISI) et autres services de renseignement fait l'objet de longs développements dans diverses parties du rapport mais sans aucune référence ni éléments de preuve susceptible de les corroborer. Le rapport n'identifie ni les éléments de preuve ni les documents ni les interrogatoires précis sur lesquels reposent ces conclusions relatives au rôle de l'ISI. En tout état de cause, les observations et commentaires sur l'histoire de l'ISI, son but, son rôle passé et présent et son domaine d'intervention sont étrangers au but assigné à la Commission d'enquête dans son mandat. En conséquence, le Gouvernement pakistanais estime que lesdites observations n'ont que peu de rapport avec le mandat confié à la Commission.

15. Le Gouvernement pakistanais considère aussi que dans l'évaluation des diverses hypothèses, la Commission d'enquête n'a pas exercé de manière raisonnable son pouvoir d'appréciation, dans la mesure où elle a fait dans son rapport une place disproportionnée aux hypothèses relatives à l'armée, à « l'Establishment » et aux services de renseignement pakistanais sans examiner jusqu'au bout d'autres hypothèses.

16. Le Gouvernement pakistanais constate aussi, non sans quelques préoccupations, que les observations et les conclusions du rapport absolvent des personnes ou des entités, ou les déclarent responsables, alors que dans la lettre du Secrétaire général datée du 2 février 2009, il était expressément indiqué que la Commission n'avait pas pour mandat de procéder à une enquête pénale.

Partie III

17. Le Gouvernement pakistanais, compte tenu des considérations qui précèdent et sans rien retirer à une large part du bon travail accompli par les membres de la Commission chargée d'établir les faits et circonstances de l'assassinat de Mohtarma Benazir Bhutto, énonce comme suit sa position concernant le rapport de la Commission :

a) Les commentaires et observations sur l'armée pakistanaise, l'ISI ou le prétendu « Establishment » ne sont que des opinions des membres de la Commission. Ils ne représentent pas des constats authentifiés reposant sur des faits ou des preuves et ne sauraient donc constituer un précédent ni un motif d'accorder foi à une position politique à cet égard, que ce soit dans la pratique des États ou dans celle des organisations internationales;

b) Le Gouvernement pakistanais considère qu'aucun commentaire, observation ou conclusion figurant dans le rapport à propos de tout sujet autre que ceux concernant directement les faits et circonstances de l'assassinat de Mohtarma

Benazir Bhutto ne saurait être considéré comme ayant établi un quelconque fait en rapport avec une quelconque question de politique étrangère du Pakistan, ni avoir pour effet d'influer sur une quelconque position qui était jusque-là celle du Gouvernement pakistanais;

c) Le rapport a pour grave défaut que la Commission ne s'est pas adressée à des États tiers ni n'a fourni des renseignements fiables propres à révéler éventuellement des accointances internationales dans la commission, la planification et le financement de l'assassinat de Mohtarma Benazir Bhutto, ou une complicité dans ces actes, même si le recours à de telles sources relevant d'États tiers est mentionné. Il y a certainement eu des ratés et la Commission aurait pu prendre plus de temps et faire plus d'efforts à cet égard mais il semble, malheureusement, qu'elle a fait peu cas de cet aspect et a eu au contraire tendance à s'intéresser essentiellement à des affaires intérieures. Les accointances internationales constituaient un aspect important du mandat de la Commission, conformément au paragraphe 3 de ce mandat qui n'est donc toujours pas accompli, nonobstant le fait qu'en raison du soutien de l'ONU et de son mandat mondial ou international, la Commission était bien mieux placée qu'une équipe d'enquête nationale pour procéder à cette enquête interétatique;

d) En outre, le Gouvernement pakistanais tient à préciser au Cabinet du Secrétaire général qu'il est clairement entendu que les commentaires et observations formulés par les membres de la Commission d'enquête dans leur rapport qui ne sont ni authentifiés ni référencés ne sauraient être utilisés ou adoptés par un quelconque État ou institution en tant que « faits qui ont été établis », et si un État ou institution tente de s'appuyer sur ces observations et commentaires, cette utilisation qu'il en fait est réputée sans valeur aucune.
